

# Bayonne



**Exploration de l'histoire**  
Dimanche, à 16 heures, au Musée basque, il y aura une conférence sur le thème « 50 ans d'arc Ebrard et Jean-Luc Tobie. Ils évoqueront nos grottes de Soule, les dolmens d'Aussurucq

**PRÉCARITÉ**  
La fondation caritative débloque 35 000 euros pour des chambres d'hôtel, à destination des sans-abri

**PIERRE PENIN**  
p.penin@sudouest.fr

**H**ors le geste symbolique, en 2007, des si bien nommés Enfants de Don Quichotte, les sans-abri restent peu prompts à hisser des barricades. Nulle revendication bruyante ou autre incantation des besoins, juste cette émanation du terrain : tous les jours, une quarantaine de sans domicile fixe (SDF) passe la nuit en marge de l'hébergement d'urgence en Pays basque. L'essentiel sur Bayonne. Sur cette base, la Fondation Abbé-Pierre va débloquer 35 000 euros pour répondre au besoin local.

Correspondant de l'institution caritative, Christian Murat indique qu'elle « va faire un chèque pour payer des chambres d'hôtel, jusqu'à la fin de la période hivernale ». Soit le 31 mars. Aussi élu d'opposition au Conseil municipal de Bayonne, le militant reste ferme sur les positions qui ont suscité une polémique à la mi-décembre : « Depuis la fermeture de Ma Nuit en 2012, la Ville de Bayonne reste en dehors de l'accueil d'urgence à proprement parler. »

« **Moindre mal** »  
Ma Nuit et ses 24 lits, l'adjoit en charge de la sécurité publique, Christian Millet-Barbé, en avait annoncé l'ouverture. C'était au micro de nos confrères de France Bleu, au sortir d'une réunion du Conseil d'agglomération. Un peu à l'emporte-pièce.

Un mois et demi plus tard, pas de lumière à Ma Nuit. « Cette opportunité avait été envisagée », indique Christine Lauqué, adjointe aux questions sociales. « Ce n'est pas allé au bout, Jean-René Fichegaray en tant que président de l'ag-



**Chaque soir, la maraude de la Croix-Rouge transporte vers les hébergements d'urgence les sans domicile fixe de l'agglomération. Tous ne suivent pas les bénévoles.** PHOTO ARCHIVES JEAN-DANIEL CHOPIN

nes. » Une réunion à ce jour tous jours pas fixée.

Reste la statistique : l'urgence pèse 26 lits au Pays basque. Aucun à Bayonne. Ce n'est pas Christian Murat qui contredira la nécessité d'un travail social de fond, sur la durée. Comme celui mené à la Maison de Gilles, l'hôtel social de Biarritz : « J'ai toujours dit que la simple mise sous abri n'est pas une bonne solution. Mais c'est un moindre mal auquel Bayonne doit participer. »

## Constat du maire

Le coût de Ma Nuit ne serait pas exorbitant pour la collectivité, selon lui : « Je me suis renseigné, les frais hors personnel pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) qui ouvrent des lits représentent 2 500 euros sur quatre mois. » Pour 22 places, entre Anglet, Biarritz, Le Boucau et Hendaye. Le financement du personnel néces-

saire dans l'emploi (CAF). Quatre personnes seraient nécessaires à une structure comme Ma Nuit.

« **Nous n'avons pas de demande pressante des associations. [...] Il y a des personnes à la rue qui ne veulent pas des solutions proposées** »

« Nous n'avons pas de demande pressante des associations », assure Christine Lauqué. L'élue souligne également qu'« il y a des personnes à la rue qui ne veulent pas des solutions proposées ». C'est une réalité. Elle reste à évaluer. Combien opposent un refus ? Pour quelles raisons ? « En tout cas, Jean-René Fichegaray en a fait le constat,

## Henri Queuille

L'adjointe certifie que le CCAS prêt à faire face au grand froid, « dans l'heure ». Pas grâce. Nuit, donc. L'option gymnastique n'est pas privilégiée. Christian Murat n'a pas attendu une dégradation du mercure pour s'adresser aux instances nationales de la Fondation Abbé-Pierre. « Comme passé, je suis allé à Paris pour citer une aide financière. La Fondation octroie 35 000 euros. » Son proche de celle allouée l'hiverner. « Mais elle ne veut pas pé-

riser un tel système. Elle va aider un tel système, en avril, avec des associations et institutions locales pour préparer l'année prochaine. » Christine Lauqué prend le ton. « Une réunion de tous les acteurs c'est ce que nous préconisons, des vraies solutions. » Sauf à attendre l'aphorisme très quatrième de la loi de 1975 sur le logement public de celui qui en fut le premier président du Conseil. H